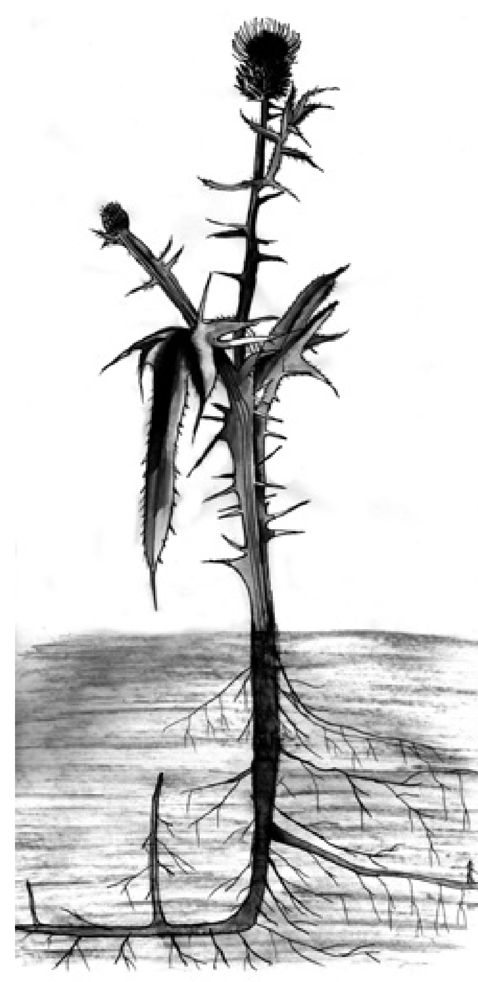
Un journal anarchiste pour diffuser la résistance contre le génie génétique et son monde

4

RHIZOME

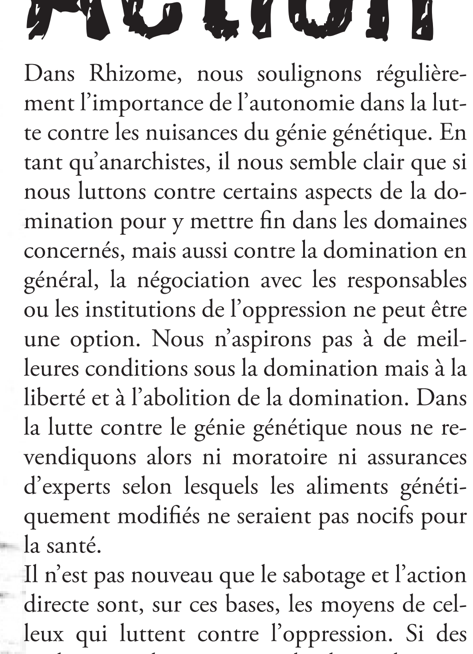
rhizome: n.m. Tige souterraine vivante, souvent horizontale, émettant chaque année des racines et des tiges aériennes

Numéro 4 (décembre 2017) – paraît irrégulièrement



Éditorial Rhizome 4

Action directe



Dans Rhizome, nous soulignons régulièrement l'importance de l'autonomie dans la lutte contre les nuisances du génie génétique. En tant qu'anarchistes, il nous semble clair que si nous luttons contre certains aspects de la domination pour y mettre fin dans les domaines concernés, mais aussi contre la domination en général, la négociation avec les responsables ou les institutions de l'oppression ne peut être une option. Nous n'aspirons pas à de meilleures conditions sous la domination mais à la liberté et à l'abolition de la domination. Dans la lutte contre le génie génétique nous ne revendiquons alors ni moratoire ni assurances d'experts selon lesquels les aliments génétiquement modifiés ne seraient pas nocifs pour la santé.

Il n'est pas nouveau que le sabotage et l'action directe sont, sur ces bases, les moyens de ceux qui luttent contre l'oppression. Si des multinationales, armées de leurs brevets, veulent nous ôter la possibilité de produire notre nourriture de manière indépendante, nul besoin d'avoir étudié la théorie anarchiste pendant des années pour comprendre la nécessité d'actions directes. Ou, comme écrivait Émile Pouget en 1907 : « L'action directe est une notion d'une telle clarté, d'une si évidente limpidité, qu'elle se définit et s'explique par son propre énoncé. »

Il est alors d'autant plus beau de voir que les actions directes reprennent dans la lutte contre les OGM. Vous trouverez dans ce numéro plusieurs textes à ce sujet.

Il semble que les paroles d'Émile Pouget n'ont, 110 ans après avoir été écrites, encore rien perdu de leur actualité : « L'action directe, c'est la libération des foules humaines, jusqu'ici façonnées à l'acceptation des croyances imposées, c'est leur montée vers l'examen, vers la conscience. C'est l'appel à tous pour participer à l'œuvre commune : chacun est invité à ne plus être un zéro humain, à ne plus attendre d'en haut ou de l'extérieur son salut ; chacun est incité à mettre la main à la pâte, à ne plus subir passivement les fatalités sociales. L'action directe clôt le cycle des miracles - miracles du ciel, miracles de l'État - et en opposition aux espoirs en les « providences », de quelque espèce que ce soit, elle proclame la mise en pratique de la maxime : le salut est en nous ! »

Et plus d'un siècle plus tard, nous ajoutons volontiers : Il faut clore également le cycle des miracles de la science et du progrès !

Prenons notre vie dans nos propres mains !

L'exemplarité helvétique, encore et encore !

Apporter une critique radicale du système démocratique suisse ou de ses institutions n'est pas chose aisée… Bon en fait si ! Sachant qu'il existe tellement d'acteurs centraux des dynamiques qui maintiennent et renforcent le système capitaliste industriel en place dans ce pays ! Ce qui n'est pas facile c'est de faire entendre une telle critique !

Combien de fois entend-on la réplique : « oui bon mais c'est quand même moins pire ici, si tu compares à… », ou alors : « … et encore on est en Suisse c'est pas comme à... ». Et s'il est un domaine où ces croyances sont solidement ancrées dans ce pays c'est peut-être bien celui de la recherche scientifique et du développement technologique, fleurons de l'industrie et piliers de l'économie nationale. Ainsi, spécifiquement quand on parle des institutions étatiques impliquées dans ces secteurs, il n'est pas plus question de trouver en Suisse de corruption « à la brésilienne » que de copinage avec de grosses multinationales « à l'américaine ». Pas de conflit d'intérêts, pas d'impérialisme, aucune velléité ou agression et absence de rapports de pouvoir, notre recherche « publique » est neutre, indépendante et œuvre pour le bien commun… c'est bien connu !

Qui, quoi, comment ?

Prenons l'exemple d'Agroscope, centre de compétence fédéral dans le domaine agronomique. Son comité de direction a été remanié courant 2016 afin que soit opérationnelle en 2017 la nouvelle structure faite de 7 « domaines stratégiques de recherche » et 3 domaines de « compétences pour la technologie de recherche et le transfert de connaissances ».

Suite en page 2

Suite: L'exemplarité helvétique, encore et encore ! / Page 1

Notons déjà ici qu'avec « transfert de connaissances » on entend applications industrielles de trouvailles scientifiques subventionnées ! On collectivise les coûts et on privatise les bénéfices... rien de nouveau, pas de quoi s'énerver !

Une des nouvelles recrues pour le comité de direction de cet institut rattaché au Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche, est le Dr. Alain Gaume. Ce dernier est en charge depuis mai 2017 du domaine stratégique de recherche de la « protection des végétaux ». Son pedigree est assez édifiant pour donner une idée de l'exception helvétique si chèrement défendue face à certaines de nos critiques.

Savoir désintéressé quand tu nous tiens !

Ce cher M. Gaume sort du réputé excellent système de formation suisse avec un diplôme en agronomie de l'École Polytechnique Fédérale de Zurich (EPFZ) suite à un mémoire en collaboration avec Agroscope. Il poursuit avec un doctorat au sein de la même institution et part se perfectionner à l'étranger. Il enchaîne alors deux thèses de recherche dont les orientations sont déjà clairement affichées dans les noms des instituts qu'il fréquente. Le premier est un Centre universitaire Biotechnologique de l'Agriculture et de l'Environnement aux États-Unis et le second un Institut de Sylviculture, Agriculture et Biotechnologie en Afrique du Sud. Tiens il y a deux fois le même mot !?!

Gageons que c'est entre autre grâce à la vision technophile engrangée et férocement défendue par l'EPFZ que cette école lui offre, entre 2003 et 2005, un poste d'enseignant afin de transmettre aux étudiant-e-s en agronomie son savoir totalement « objectif et désintéressé » !

Le bien commun est entre de bonnes mains !

De 2005 à 2007, M. Gaume dirige plusieurs programmes de recherche agronomique pour le compte d'Agroscope. Entre 2006 et 2008, il a également dirigé, pour le compte de la Société Suisse d'Agronomie, le projet « Vision Production végétale 2050 » qui trace les grandes lignes de l'agriculture suisse du futur. En parallèle, il a travaillé jusqu'en 2009 à l'élaboration de nouvelles solutions pour adapter la production végétale nationale aux conditions d'un marché libéralisé dans le cadre du projet national de recherche « ProfiCrops ». « Profit, profits... », oserait-on encore imaginer que l'agriculture techno-scientifique de demain sera au service des intérêts d'industriels capitalistes ?

Boucler la boucle

En 2009, il quitte le secteur « public » pour le privé et s'engage en tant que « Head Of Seedcare Research Biology » chez Syngenta ! Il sera responsable du département de recherche pour le développement de nouvelles technologies et de nouveaux produits pour le traitement des semences de cette multinationale pendant près de 8 ans. Dès 2017 et son retour à Agroscope, M. Gaume sera chargé de trouver des solutions pour répondre aux enjeux spécifiques auxquels l'agriculture et la filière alimentaire suisse sont confrontées… Mais où ira-t-il bien puiser son inspiration pour trouver des réponses à ces questions si pointues ?

Que tournent les « portes tournantes »… élaboration du cadre, applications industrielles et affinage des règlements ! Mais n'y voyez pas là une atteinte aux sacro-saintes neutralité et indépendance de la recherche… simple transfert de compétences on vous l'a déjà dit !

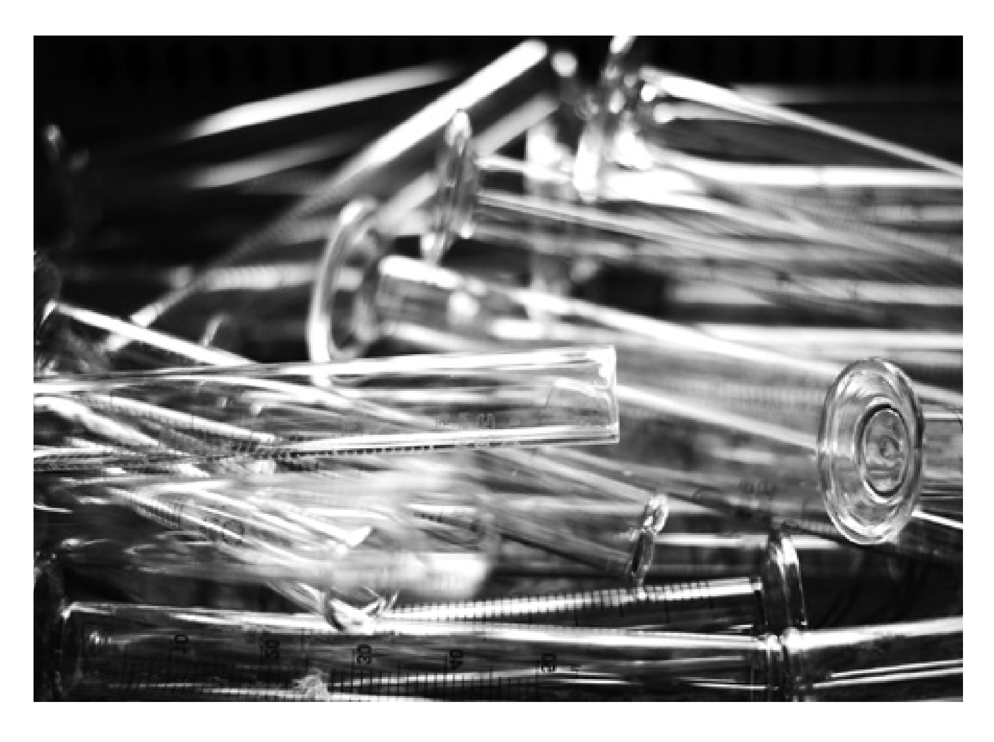
« Chacun-e sa route chacun-e son chemin... »

Si à la lecture de ce tableau vous continuez à vous opposer et à critiquer de façon radicale les logiques qui orientent l'évolution de l'agriculture, ne soyez pas surpris-e de vous faire reprocher votre vision passéiste et peu constructive. Il est vrai que cela semble stupide d'agir aux racines des nuisances des agents de ce système mortifère quand il existe des voies si bien intégrées à la « démocratie exemplaire à la suisse », et si simples à suivre pour prendre des responsabilités pour l'avenir.
C'est vrai quoi, arrêtez de vous entêter et devenez respectables, suivez le chemin tracé par le Dr. Gaume ! Progressez dans le système de formation publique et ses institutions vers des centres de recherche internationaux en biotechnologies. Ceci vous permettra de modeler votre esprit critique en intégrant la représentation techno-scientiste d'une agriculture compétitive et innovante, tournée vers le progrès et les nouvelles technologies. Vous serez alors à même de transmettre cette vision moderne en formant les prochaines générations de gestionnaires et technocrates aux commandes de l'agriculture du futur. Vous pourrez ensuite facilement aller plus loin et vous engager pour l'élaboration de conditions cadres et l'orientation de politiques agricoles publiques en adéquation avec vos convictions. Fin-e connaisseur-euse du contexte, vous serez mûr-e pour en faire profiter des sociétés multinationales de l'agroalimentaire et accélérer le développement de nouvelles technologies agricoles pour leurs profits. Il ne vous restera alors plus qu'à reprendre en main le gouvernail étatique du devenir d'une agriculture au service de vos ami-e-s investisseurs et du système capitaliste au sein d'une institution « publique » de renom qui vous a fait faire vos premiers pas dans le domaine !

Fini de subir les critiques, les mass-médias relaieront votre message expert pour endormir l'opinion publique et vous permettront d'exercer votre pouvoir de délégitimation de tout autre point de vue. Et vous ne serez pas seul-e, le gratin techno-industriel vous soutiendra sans ménagement pour mettre au pas et contrôler ce qu'il reste d'autonomie paysanne, de savoirs-faire et d'espaces non marchands assurant la subsistance du plus grand nombre !

« … passe le message à tes voisin-ne-s ! »

Bon, et si l'exemplarité de cette mascarade nauséabonde bien de chez nous vous dégoûte, lisez la suite du journal… Et rassemblez-vous bientôt pour qu'ensemble on puisse faire vivre la lutte contre leur monde de contrôle et de dominations et qu'on construise collectivement notre liberté et notre autonomie !



Présumé coupable

Mise à jour des infos concernant les procès qui découlent d'une action anti-OGM à Zurich où des gen-t-es se sont fait-e-s arrêter. Ce système judiciaire pourri prouve encore une fois à quel point il est partial et sert avant tout à écraser la mauvaise herbe. Heureusement, la mauvaise graine est déjà semée à tous vents et les actions ont fleuri en ce début d'année. Cette lutte continue et c'est cool.

Les organismes génétiquement modifiés (OGM) sont toujours bien présents dans les labos, les champs d'essais et les plans des gouvernements. Même s'ils se retrouvent souvent au cœur du débat et font face à de nombreux·euses opposant·e·s, les leviers d'action efficaces contre leur introduction ou leur développement sont rares ; et malgré quelques manifestations et actions directes, leur développement en Suisse et ailleurs va bon train. Car dans le monde des OGM, des hybrides et des autres types de semences modifiées contrôlées par les groupes de marchandisation du vivant, les arguments publics, les barbelés et les tribunaux sont bien préparés à réprimer toute contestation directe.

Soutenu entre autres par des entreprises et multinationales de l'agrobusiness (telles que Syngenta par exemple), le congrès scientifique sur la sélection végétale de « l'Association européenne pour l'amélioration des plantes » Eucarpia, co-organisé par Agroscope et l'ETHZ (école polytechnique de Zurich), a pris place à Zurich à la fin du mois d'août 2016. Liant clairement la recherche et les entreprises, ce congrès avait pour but, à travers diverses conférences aux titres flambants tels que « refining the green gold of genetic ressources » ou « Genomics and bio-informatics », de définir entre experts les avancées et les projets de la science au service de l'agriculture. Ou l'inverse. Mais son bon déroulement a rapidement été perturbé par une attaque au fumier, par quelques graffitis et liquides nauséabonds, ainsi que par une banderole déployée sur la façade du bâtiment, clamant « Peasants shit on technoscience » (les paysans chient sur la technoscience). Résultat : conférence interrompue et déplacée en raison de la puanteur, réactions violentes de certain·e·s participant·e·s et insultes menaçantes proférées sur internet par certain·e·s chercheur·euse·s. Peu après l'action, deux personnes ont été arrêtées plus loin dans la ville de Zurich, accusées d'être les activistes responsables des remous. Elles n'ont pu ressortir qu'après plus de deux semaines de détention préventive. Suite à cela, l'une d'elle a été condamnée à une peine avec sursis et en a déjà pour plus de 6000 CHF de frais (pour plus de détails, se référer aux anciens communiqués à ce sujet dans Rhizome n°2 et Rhizome n°3).



Bientôt une année plus tard, la seconde personne n'en a pas encore terminé avec la justice. L'accusation a été remise en question par la défense avec un recours contre l'ordonnance pénale qui demandait 150 jours-amende à 30.- en plus des frais de procédure. Mais les arguments moralisateurs semblent avoir suffi à la juge pour ne pas avoir besoin de répondre à la défense, et pour clore la procédure. Le résultat ne s'est pas fait attendre : 180 jours amende à 30.-, des frais de procédure s'élevant à 6360.-, et 1800.- de frais de recours, plus les dommages et intérêts demandés par l'ETHZ, ce qui représente un total d'environ 24'000.- (voir l'article de la Neue Zürcher Zeitung du 29 juin 2017, par Tom Feller). Cet alourdissement des charges est une preuve de plus que le système judiciaire ne se gène pas de punir l'opposition, fut-elle légale, ni d'user de son pouvoir afin d'éviter de donner réponse aux arguments avancés par la défense.

Peu importe si la personne incriminée est innocente ou coupable, nous soutenons les actions qui ont été menées ! Nous voulons dénoncer ce système de justice tout-puissant, qui se permet de ne pas suivre ses propres formalités, de s'épargner par exemple l'effort de s'appuyer sur un dossier solide, sur des arguments juridiques valides, étayés par des preuves... Une justice qui a choisi son camp et qui soutiendra toujours le pouvoir en place, de peur de voir des brèches s'ouvrir et le système se craqueler. C'est une justice dans laquelle nous ne rentrons pas, bien loin de notre idéal.

Heureusement, cette répression n'essouffle pas les luttes paysannes, ni la lutte contre l'industrialisation et les OGM, ni la lutte contre les multinationales, entreprises et autres institutions qui les développent. Depuis cette action, ça a bien l'air de bouger, toujours sur ces thématiques-là. Des machines agricoles ont été sabotées et des semences hybrides mélangées chez Delley semences SA, une entreprise collaborant avec Agroscope pour, entre autre, certains projets touchant aux organismes génétiquement modifiés, aux semences hybrides et aux brevets sur les plantes. Des visites ont aussi été rendues à l'office de l'environnement, à Berne, où la devanture a été attaquée à la peinture. Agroscope a également été la cible d'attaques, à Berne toujours où des portes ont été forcées et des messages colorés laissés à l'intérieur, ainsi qu'au Tessin, où un site d'Agroscope a été infiltré et des plantes saccagées. Et un incendie a eu lieu dans un laboratoire de Monsanto non loin de Milan (Cremona), initié par des cocktails Molotov.

Pour continuer à soutenir ces luttes, les caisses de soutien sont toujours d'actualité. Pour cela, nous vous renvoyons à l'appel à soutien à la lutte contre les OGM et leur monde (voir Rhizome n°3).

Kicking their science out of our lives !

Pise: Textes distribués contre la guerre au vivant et l'inauguration du PlantLab.

Textes distribués le 28 avril 2017 à Pise, lors de la contestation de l'inauguration du laboratoire PlantLab, le même jour que la manifestation contre le Polygone de Tir militaire de Quirra en Sardaigne. La cérémonie de baptême du PlantLab, laboratoire de Sciences de la Vie de la multinationale Valagro et de l'université Sant'Anna, qui se focalise sur les biotech dans le domaine agricole, a été contestée par un sit-in qui s'est tenu devant le bâtiment. Ensuite, il y a eu un tractage itinérant dans les rues de Pise, qui est passé par l'Institut National de Physique Nucléaire, le siège principal de l'école supérieure Sant'Anna, quelques places principales de la ville et la garnison des militaires de l'opération « Strade Sicure ».

La guerre au vivant

Les journées comme celle d'aujourd'hui, 28 avril 2017, sont porteuses de coïncidences inattendues. Elles nous permettent d'observer la réalité en profondeur, d'aller au-delà des différents domaines et secteurs en nous faisant respirer la dimension de totalité du système de Domination dans lequel nous vivons. En Sardaigne, par exemple, une manif essaiera d'entrer dans le Poligono Sperimentale du Salto di Quirra[1], un territoire pollué depuis des années par des tests militaires; tandis qu'à Pise, il y a une protestation contre un laboratoire agro-pharmaceutique qui est né de la collaboration entre l'Université de Sant'Anna et Valagro, une multinationale du secteur; entre-temps, le monde entier retient son souffle devant le cauchemar de la guerre atomique qui pointe son nez à l'horizon, fruit des tensions autour du 38ème parallèle dans la péninsule de Corée. Mais il ne s'agit pas d'une guerre entre pays alignés sur des fronts opposés. Ou plutôt, il ne s'agit pas seulement de ça. Les migrant·e·s qui fuient la faim et la destruction en sont une partie, les bombardements des hôpitaux en sont une autre, les drones produits ici à Pisa chez IDS (Ingegneria dei Sistemi) ne sont qu'une partie d'un processus bien plus vaste. Un exemple de ceci est le nucléaire qui, même dans sa dimension « civile » pour produire du courant, fait partie de la guerre plus vaste que l'humanité, guidée par les gouvernants et par l'acceptation de leur pouvoir par les gouverné·e·s, est en train de conduire contre tout ce qui vit sur la planète, et contre elle-même. Le désastre nucléaire de 2011 à Fukushima nous le rappelle. On est déjà dans la guerre, et cela depuis des années. Confrontés à une puissance technique démesurée et incontrôlable dans ses conséquences ultimes, il faut avoir une nouvelle imagination morale. Comme le disait Gunther Anders, il faut tenter de « vaincre la dénivellation, d'adapter la capacité et l'élasticité de notre imagination et de notre ressentir aux dimensions de nos produits et à l'imprévisible excès de ce que nous pouvons perpétrer ». Il faut donc regarder au-delà de la signification primaire du terme *guerre* et comprendre comment aujourd'hui ce terme va bien au-delà des catégories du XXe siècle auxquelles nous sommes habitué·e·s. On doit réinventer le sens des mots et des concepts à partir des expériences que nous vivons.

Comment pourrait-on définir l'attaque à la biodiversité, d'une telle intensité et d'une telle ampleur, menée par les cultures OGM dans le monde ? Comment définir la militarisation continue des sociétés, avec les soldats dans les villes, les DASPO Urbains[2] et les laboratoires de recherche universitaires qui étudient des algorithmes toujours plus performants pour contrôler et surveiller ?

Comment pourrait-on définir une vision de la Terre comme lieu à exploiter et à réduire à un ensemble de « ressources », avec la construction d'infrastructures comme le TAP[3] dans les Pouilles? Comment pourrait-on définir la création systématique de centres de détention et de concentration pour êtres humains, les CPR[4] (ex CIE), pour renvoyer des avions pleins d'indésirables dans la misère de laquelle ils/elles s'étaient enfui·e·s en risquant leurs propres vies?

Guerre, avec toutes ses implications, semble un terme approprié. Une guerre qui fait rage, et dans laquelle une partie, composée de ceux qui détiennent le pouvoir et de ceux qui le soutiennent, lutte pour affirmer sa suprématie et sa domination sur chaque être vivant et sur chaque centimètre carré de la planète.

Mais il y a aussi ceux et celles qui réagissent à cette guerre, avec des éclairs dans l'obscurité de la normalité : des incendies, ce mois-ci, dans les laboratoires Monsanto à Cremona et les laboratoires informatiques de l'université de Trento, aux barricades érigées dans les pouilles pour défendre les oliviers centenaires, ou encore les attaques continues de cette année contre les biens et les infrastructures des Poste Italiane, propriétaires de la compagnie aérienne Mistral Air qui gère les expulsions des migrant·e·s.

Rompre les rangs de l'ordre social, déserter le téléjournal du soir, qui nous répète que « tout va bien, l'urgence se résoudra ». Action directe, refus de la délégation, désir de liberté. Ceux et celles qui ont déjà choisi de quel coté se placer, et celles et ceux qui mettront en jeu toute leur vie pour suivre leurs désirs d'un monde plus juste, sans État, ni Technologie ni Capital, trouveront toujours en nous des complices, sous le soleil et la lumière du jour, mais aussi dans la nuit, sous la lune et les étoiles.

GARAGE ANARCHICO, Pisa

[1] Le Poligono Sperimentale del Salto di Quirra est un centre militaire inter-armées italien, situé sur la côte sud-est de la Sardaigne, utilisé à la fois pour effectuer des essais de missiles ou de fusées et en tant que base d'entraînement aux différentes armées pour la pratique du tir de missiles.

[2] DASPO Urbano: mesure répressive qui tire son nom d'une mesure disciplinaire anti-hooliganisme, appelée DASPO (Divieto di Accedere alle Manifestazioni SPOrtive, Interdiction d'accès aux manifestations sportives), et qui est entrée en vigueur en 2017 en Italie dans le cadre des nouvelles lois « d'urgence en matière de sécurité dans les villes ». L'objectif est d'éloigner d'une ville, pour une période qui va jusqu'à 6 mois, tou·tes les individu·es qui ont des comportements indisciplinés par rapport à la morale publique (mendiant·e·s, migrant·e·s, squatter·euses, consommateur·ices de drogues etc.).

[3] Le Trans Adriatic Pipeline (TAP), en français « gazoduc trans-adriatique », est un projet de gazoduc ayant pour objet de transporter vers le marché européen le gaz naturel de la mer Caspienne (Azerbaïdjan). Il devrait partir de la frontière gréco-turque et traversera la Grèce, l'Albanie et la mer Adriatique pour arriver en Italie.

[4] CPR: centres de détention pour migrant·e·s.

VALAGRO S.P.A. : énième nuisance à Pise.

Aujourd'hui, 28 avril 2017, Valagro S.P.A, une multinationale du secteur agro-pharmaceutique, et le centre de recherches Sant'Anna inaugurent un nouveau laboratoire de biotechnologies à Pise, appelé PLANTLAB. Valagro est une entreprise qui depuis 30 ans se vante de ses fertilisants et stimulants mais qui, dans la réalité, est mêlée depuis 30 ans à l'exploitation de la terre et à son (et notre) empoisonnement.

Derrière des slogans comme « Nous utilisons la recherche pour saisir et mettre à profit les potentialités de la Nature », se cache le visage de ceux qui se sont enrichis en imposant une agriculture intensive fondée sur l'intervention humaine afin de maximiser les profits. Quand elles parlent d'innovation et de progrès technologique dans le respect de l'environnement, ces personnes parlent uniquement de profits et de manipulation du vivant. La nouvelle frontière de l'agriculture industrielle est le champ du biologique, un masque derrière lequel se cachent les biotechnologies, c'est-à-dire les technologies dont sont dérivés les OGM et les pesticides associés (comme par exemple le glyphosate de Monsanto). Ces technologies, que les entreprises, les investisseurs et les chercheurs font passer pour compatibles avec la nature, sont en réalité uniquement

Suite en page 5

compatibles avec le système de domination régnant et avec les méthodes d'exploitation de la terre. L'agriculture industrielle, avec ses monocultures, avec sa destruction de la biodiversité, a rendu la terre toujours plus stérile; à cela les seigneurs de l'agro-empire ont répondu avec les pesticides, les fertilisants et, partout où c'est possible, avec les OGM. Cela a entraîné un nouvel appauvrissement de la terre ainsi que la destruction des équilibres naturels des écosystèmes contaminés. La réponse de l'industrie a donc été de droguer la terre et les plantes avec des poisons hormonaux et d'autres substances, en cherchant à rendre des populations et des territoires entiers dépendants aux nuisances que l'Agro-business produit, en les faisant passer pour des technologies qui ne ravagent pas la terre mais qui au contraire l'aident à être plus « productive », c'est-à-dire plus exploitable. Aujourd'hui, la même logique meurtrière fait passer les biotechnologies et les nanotechnologies utilisées par Valagro (mais aussi par d'autres puissantes multinationales comme Pioneer, Du Pont, Monsanto, Bayer, Chem-China Syngenta, Novartis) pour des solutions techniques pour l'amélioration de l'agriculture, en rejouant la farce de la protection de l'environnement.

Valagro a deux sièges en Norvège et trois en Inde, où elle a aussi acheté des entreprises spécialisées dans les biotechnologies, comme SRI Biotech. À travers l'analyse génétique des différentes variétés de plantes, ces multinationales sélectionnent des produits d'origine végétale et/ou synthétique qui sont manipulés en laboratoire pour être ensuite utilisés comme fertilisants, biostimulants, antiparasitaires qui améliorent/fortifient les plantes pour la culture et pour faire des expérimentations. Cette « amélioration », comme ils l'appellent, n'est autre que l'énième nuisance produite et diffusée sous le mantra de l'omnipotence du progrès technologique. Les conséquences environnementales, en plus d'être imprévisibles, permettront aux même spécialistes de promouvoir d'autres nuisances, d'autres innovations technologiques dites « éco-compatibles », dans un cercle vicieux où la terre s'appauvrit toujours plus, où nous restons dominé·e·s par l'hypocrisie de ceux qui détiennent le pouvoir, et les technocrates, les chercheurs, les industriels continuent à expérimenter et à produire leurs poisons.

Ce processus industriel est appelé « green economy », mais on sait très bien que la seule chose de « green » qu'ont ces producteurs de mensonges et de toxicités est la couleur de leur argent !

La terre n'a pas besoin de manipulations en laboratoire, c'est le fait d'être soumis à ce système de mort qui crée cette illusoire nécessité. De plus, le laboratoire inauguré à la rue Guidiccioni 8, à la Fontina, San Giuliano Terme (PI), collabore avec Sant'Anna, centre de recherche connu pour ses contributions à rendre l'existant toujours plus artificiel et mécanique. À travers, par exemple, les études de bio-robotique ou bien son rôle dans l'industrie de la guerre pour la rendre plus mortelle, ou encore son rôle dans le développement de systèmes photoniques aux buts tant militaires que civils. Évidemment, un bienfaiteur de la recherche de mort comme Sant'Anna ne pouvait pas manquer l'Agro-business et ses biotechnologies pour élargir le cadre d'exploitation dans lequel il aime tant patauger.

Il est important de construire des parcours de lutte qui puissent entraver les projets de centres de recherche de ces multinationales meurtrières. Des parcours de lutte qui ne doivent pas tomber dans le réformisme, ou dans le partitisme à la mode, qui soient spontanés et concrets, qui mettent en discussion non seulement une nuisance particulière ou une multinationale du coin, mais aussi le système de pouvoir qui les détermine.

GARAGE ANARCHICO, Chiassetto Sant'Ubaldesca 44 (zona S. Martino) Pisa



Monsanto et le coton génétiquement modifié au Burkina Faso

Le néocolonialisme des multinationales

Dans cet article, nous prenons l'exemple de la culture de coton génétiquement modifié (GM) au Burkina Faso pour démontrer comment les multinationales, dans ce cas le géant de la biotechnologie agricole Monsanto (depuis peu acheté par Bayer), visent le contrôle total de l'agriculture dans les pays avec une importante économie rurale, afin d'y introduire leurs techniques et leurs produits. En profitant des conditions socio-économiques, les multinationales essayent de s'acheter les chefs d'État et les organisations opérant dans le secteur, puis arrachent aux agriculteur·ices leur autonomie en les rendant dépendant·es. Ils y parviennent notamment en leur proposant, dans un premier temps, puis en leur imposant leurs produits, en faisant du chantage avec l'endettement provoqué par la vente à crédit.

La population du Burkina Faso n'a pas réagi positivement à l'introduction du coton GM, imposé par la force, surtout après les résultats désastreux que ce produit a provoqué. À un certain moment, les agriculteur·ices ont refusé de poursuivre la culture de coton GM. Cet exemple donne un nouvel exemple de l'imposture que représente la prétendue « neutralité » de l'Etat, de la science et des chercheurs, vis-à-vis des agriculteur·ices et des grandes multinationales de l'agrobusiness. L'énième confirmation qu'il ne faut laisser aucun espace et aucune possibilité de manœuvre à ces chimères techno-scientifiques, parce qu'ils essaieront par tous les moyens de les infiltrer dans la production agricole, pour imposer leurs produits et pour nier la possibilité d'une agriculture autonome, respectueuse de l'environnement, qui minimise les dommages à la biodiversité.

Le Burkina Faso est un Etat de 17 millions d'habitants, situé en Afrique occidentale, à la frontière avec le Mali, le Niger, le Bénin, le Togo, le Ghana et la Côte d'Ivoire. Il est considéré comme l'un des pays les plus pauvres au monde, sur le plan économique. Le Burkina Faso a conquis l'indépendance politique vis-à-vis de la France au début des années '60. Le pays compte de grandes cultures de maïs, sorgho, millet, riz, canne à sucre, mais il est surtout connu mondialement pour la production, l'exportation et la vente du Coton Burkinabé. Ce type de coton, dont l'État tire d'importants profits sur le marché mondial, est présenté comme un symbole pour la « Nation » et pour les agriculteur·ices, et il est considéré comme étant l'un des meilleurs cotons au monde. Au cours des quinze dernières années, l'agriculture du pays a subi plusieurs impositions orchestrées par l'État et Monsanto, en particulier avec l'introduction de la culture de coton génétiquement modifié.

Pour comprendre comment les pressions pour passer de la culture du coton Burkinabé à celle du coton GM se sont développées, il faut faire un pas en arrière.

En 2001, dans le plus grand secret, l'Institut de l'Environnement et de la Recherche Agricole du Burkina Faso (INERA) et Monsanto commencent les premières recherches sur le coton Bt de Monsanto : la semence appelée Bollgard II a été modifiée génétiquement pour produire un coton résistant aux insectes. En 2003, le Ministre de l'Agriculture de l'époque, Salif Diallo, utilise le coton GM comme cheval de bataille. À la même période, François Traoré, président de l'Union des Producteurs de Coton du Burkina Faso (Unpcb), après avoir exprimé des préoccupations à propos de la nocivité du coton GM pour l'environnement, change d'opinion en échange de 30% des parts de la société de fibres textiles Sofitex, la principale entreprise de coton burkinabé, privatisée sous la pression de la Banque Mondiale. En réponse, la même année, des dissident·e·s créent le syndicat national des travailleurs de l'agriculture et de l'élevage, férocement opposé à l'introduction des OGM. Pendant un séminaire à Ouagadougou, la Ligue des Consommateurs burkinabés prend connaissance de toutes les recherches sur le coton Bt et révèle ce que l'INERA avait tenu secret. Le gouvernement et Monsanto soutiennent alors d'une même voix que les tests ont été réalisés dans des zones isolées, bien qu'en réalité ils avaient été effectués sur des parcelles de terrain clôturées par des grillages troués. En 2006, invoquant les dénonciations d'une partie du public au sujet des recherches déjà effectuées « à ciel ouvert », le Burkina Faso « se met en règle », tranquillisant les dissident-e-s et le reste de la population.

Les opposant·e.s contestent les cultures GM parce que les risques sont imprévisibles et incontrôlables, les risques de contamination des plantes conventionnelles sont élevés et la contamination serait irréversible. Ils/elles soutiennent que si Monsanto a choisi le Burkina Faso, c'est avant tout parce qu'il s'agit du plus gros producteur de coton en Afrique Occidentale. En plus, la région pourrait jouer le rôle de cheval de Troie pour l'introduction des biotechnologies et donc des OGM en Afrique.

En effet, le Burina Faso est entouré de plusieurs pays producteurs de coton, et les échanges « involontaires » avec les autres cultures sont relativement faciles, d'autant plus que les infrastructures dédiées à l'égrenage se trouvent souvent à proximité des frontières. Il semble donc que Monsanto ait très bien su choisir par où s'introduire en Afrique. La contamination « accidentelle » des plantes par les OGM convient aux entreprises « conquérantes » parce qu'une plante contaminée ne peut plus revenir à l'état précédent, et elle ne peut plus non plus être distinguée des plantes conventionnelles. En outre, les contrôles techniques sont très coûteux et ne sont pas à la portée des communautés rurales.



Tandis que le Bénin renouvelait son moratoire sur les OGM pour 5 ans et que le Mali venait de céder aux pressions pour l'autorisation de la recherche sur le coton BT, le Burkina Faso était perçu comme le maillon faible de cette région. Le président de l'époque Blaise Compaoré, accusé d'avoir soutenu et alimenté la sanglante guerre civile des années '90 dans la région grâce au trafic d'armes et de diamants, cherchait à se réconcilier avec la « communauté internationale ». En collaborant avec Monsanto, il envoyait un signal politique fort aux États-Unis et à l'Europe.

Depuis 2008, à côté de l'UNPCB, trois grandes sociétés cotonnières gèrent la transformation et la vente du coton: la Sofitex dans la région occidentale, la Société cotonière de Gourma (Socoma) dans la région orientale et la Faso Coton dans la région centrale. Ces sociétés établissent les prix et fournissent à crédit semences, insecticides et herbicides. Une fois le coton arrivé à maturité, les producteurs doivent le cueillir dans les champs et l'amener à l'égrenage. Ce système, notoirement hérité des structures coloniales, ne laisse évidemment aucune autonomie ni liberté de choix au producteur/trice: il/elle ne peut « abandonner » le projet que si la récolte s'avère insatisfaisante. Mais en réalité, son endettement et les dommages provoqués aux terres par les agents chimiques fournis par les sociétés cotonnières rendent ce choix plus difficile et sans issue. Ainsi, les agriculteur·ices producteur·ices de coton sont encore plus dépendant·es du système et des sociétés cotonnières.

En opposition aux choix absurdes et destructeurs du gouvernement, un front anti-OGM s'est constitué au cours des ans, réunissant plusieurs associations sous un seul toit: une coalition pour la conservation du patrimoine génétique africain (COPAGEN), dont font également partie des associations de pays voisins comme le Bénin, le Mali, la Côte d'Ivoire, le Niger, le Togo et le Sénégal. La COPAGEN a organisé plusieurs mobilisations, ainsi que, entre autres, une caravane qui s'est déplacée en février 2007 à travers plusieurs régions pour sensibiliser les populations sur les risques liés aux OGM. À travers ces initiatives et ces mobilisations, les agriculteur·ices ont clairement révélé les intentions de Monsanto et la manière dont cette multinationale s'est immiscée dans leur agriculture: en corrompant des politiciens et d'autres personnes influentes, en faisant de fausses promesses, en manipulant des statistiques, en finançant des campagnes pro-OGM.

En 2009, les scientifiques et les grandes puissances reparlent de la prétendue « crise alimentaire » et tirent la sonnette d'alarme à propos de la « faim dans le monde »... et le débat sur les biotechnologies revient sur le devant de la scène, dans le monde et au Burkina Faso, avec ses éternels refrains - entre autres: « les biotechnologies nourriront l'Afrique », « vous aurez un rendement de 40% plus élevé », « on vous fournira des semences et tout le nécessaire pour la culture à crédit », « vous travaillerez moins », « la qualité restera la même »… sans parler de la dernière astuce politique du gouvernement, qui a promis des subventions à tou·tes les producteur·ices et à toutes les familles qui lanceraient de nouvelles cultures OGM.

En 2009, la culture et la vente de coton Bt commencent sérieusement, ce qui signifie que la plupart des agriculteur·ices burkinabés doivent se mettre aux cultures OGM. L'introduction des nouvelles semences et de la « technique de culture innovante » est pratiquement réalisée par la contrainte, le chantage et le découragement, comme l'explique bien un agriculteur: « ils sont arrivés avec les autorités et les gardes pour nous dire que l'année prochaine, on cultivera du coton Bt, parce que c'est mieux pour nous. Ils ne nous disent pas le prix des semences. Si on refuse, l'UNPCB nous avertit qu'on ne pourra plus écosser notre coton conventionnel dans la région ». En effet, l'UNPCB et les sociétés cotonnières se sont constituées en « association inter-professionnelle du coton du Burkina Faso (AICB) ». En accord avec les chercheurs de l'INERA et de Monsanto, l'AICB chapeaute la formation des techniciens et des producteurs. Évidemment, c'est elle qui fixera aussi le prix des semences Bt pour l'année suivante. La semence génétiquement modifiée, vendue par Monsanto, coûtera nettement plus cher que toutes les semences conventionnelles, puisque son prix comprend les droits de propriété intellectuelle de la firme. Ainsi, en plus d'être obligé·es d'acheter les semences Bt chaque année et d'être sujet-tes à une dépendance totale, les producteur·ices sont contraint-e-s à dépenser bien plus que d'ordinaire. Et le colosse multinational s'enrichit. Le gouvernement, pour sa part, travaille à rassurer la population en promettant notamment aux paysan·nes que le prix des semences ne dépassera pas leurs moyens.

Durant l'année où le coton Bt a été commercialisé pour la première fois, déjà, les producteur·ices ont déploré une nette diminution de la quantité et de la qualité du coton, et une grande partie des petit·es producteur·ices se sont senti·es insatisfait·es. Cette tendance négative a perduré les années suivantes, à tel point que lors de la saison 2014/2015, plus de deux tiers du coton produit dans le pays a été considéré de « qualité inférieure »: les quantités étaient bien en dessous de celles obtenues en conventionnel, et la réduction de la longueur des fibres, saccageant le patrimoine génétique du coton Burkinabé et ruinant sa réputation, a fait chuter son prix.

Le coton transgénique Bt qui aurait dû, selon ses concepteurs, garantir un rendement au dessus de la moyenne et une résistance particulière aux insectes, s'est donc révélé être un énorme désastre qui a emporté tout le pays avec lui, conséquence d'une économie déjà tournée vers l'exportation et basée sur une fragile dépendance au marché mondial. La sécheresse prolongée et les conditions climatiques difficiles ont rendu improductives les plantes de Monsanto, contrairement aux plantes conventionnelles adaptées et résistantes à ces conditions. Celles de Monsanto ont produit des fibres plus courtes, détail non négligeable vu que la qualité du coton dépend de la dimension des fibres. De plus, en l'espace d'une année, les insectes ont développé une protéine qui les rends inattaquables, et résistants au pesticide fourni par Monsanto. Pour faire face à cette mutation, la multinationale a délivré un nouveau produit, plus fort que l'ancien. Quant aux techniciens, ils pointent évidemment du doigt les producteur·ices et les agriculteur·ices, en disant qu'ils/elles n'ont pas été capables de valoriser le produit, car ils/elles auraient ignoré toutes les indications que ces « bons scientifiques » leur avaient fournies. La voilà, l'origine du problème selon eux: les paysan·nes seraient « incapables » et « ignorant·es ».

Sofitex, la principale entreprise productrice de coton au Burkina Faso, a une grande responsabilité dans ce désastre, mais elle n'assume pas sa culpabilité. Après l'abandon des OGM, Sofitex déclare que le retour au coton conventionnel ne signifie pas un refus du coton OGM, et encore moins un refus de son partenariat avec Monsanto, mais plutôt d'un repli tactique : elle prend du recul pour mieux rebondir. Cela confirme que son intérêt est économique, et qu'elle ne respecte pas les agriculteur·ices.

Après une dernière année désastreuse, face aux nombreuses protestations organisées par les agriculteur·ices, et dans le contexte de la chute du gouvernement Compaoré, le Burkina Faso a présenté un programme de « sortie » du projet OGM.

La préoccupation principale des producteur·ices de coton, qui se réunissent périodiquement, est de voir Monsanto et les semences OGM disparaître du pays. Ils/elles



déclarent : « je préfère vivre dans la pauvreté que cultiver des OGM », et : « les OGM ont gâché la seule chose que le Burkina Faso avait : son coton. On ne veut plus de Monsanto, on ne veut plus de l'imposition des multinationales ». En s'organisant, les paysan·nes en lutte au Burkina Faso ont envoyé un message : Dans le pays et dans le reste de l'Afrique, Monsanto et les OGM ne sont pas les bienvenus, on ne touche pas aux savoir-faire des producteur·ices locaux !

L'abandon des cultures OGM se déroulera de manière progressive jusqu'à l'élimination totale prévue d'ici 2018. Le Burkina Faso est le premier pays qui a interrompu les rapports avec Monsanto, en suscitant l'approbation d'autres pays du continent, comme le Soudan, l'Égypte et l'Afrique du Sud. La décision du Burkina Faso représente une défaite pour Monsanto et un frein à l'implantation des organismes génétiquement modifiés. Cela constitue une reconnaissance des petites communautés agricoles et de leurs savoirs ancestraux.

Cela fait des années que des multinationales occidentales, comme Monsanto, exercent des pressions sur les États africains, lesquels se sont jusqu'à maintenant montrés réticents à l'introduction des semences et des produits OGM. L'Afrique représente une mine d'or pour les multinationales versées dans les biotechnologies, parce que la plupart des gouvernements africains n'ont pas encore de réglementation en matière d'OGM. Les USA, principaux producteurs de cultures génétiquement modifiées, sont à la recherche de nouveaux marchés ; leur stratégie est d'offrir de « l'aide » aux pays africains dans l'élaboration de leurs lois sur la bio-sécurité, afin de se laisser une marge de manœuvre pour promouvoir les intérêts des multinationales nord-américaines et d'étendre l'agro-business.

Le cas du Burkina Faso n'est qu'un exemple parmi d'autres de la manière dont les multinationales, les chercheurs et les politiciens, imposent des mesures absurdes avec pour objectif de se remplir les poches, au détriment des populations locales et des agriculteur·ices. Il est possible de tracer un parallèle: tant par la contrainte que par des moyens démocratiques, l'imposition des produits biotechnologiques est en cours partout, autant dans les pays considérés « en voie de développement » que dans les pays dits « industrialisés ».
En Suisse, par l'intermédiaire du moratoire qui permet la recherche scientifique sur les OGM, les autorités cherchent les moyens de créer de l'acceptation au sein de la population ainsi qu'un terrain fertile pour permettre l'imposition des OGM et la libéralisation du marché. Ne tombons pas dans les pièges tendus par ceux qui ne pensent qu'à leur propre profit économique. Résistons et luttons par tous les moyens contre ceux qui nous veulent esclaves, dépendant·es des multinationales, des biotechnologies et de leurs produits mortifères. En les laissant faire, les dommages seront irréversibles, alors que leur inefficacité est évidente, l'exemple du Burkina Faso en est la preuve. Ne nous laissons pas embobiner par les fausses promesses de succès, par les recherches pilotées par les multinationales et par la parole de ceux qui estiment que ces technologies sont nécessaires. Inspirons-nous des paysan·nes Burkinabés et luttons contre ces colosses, pour l'autonomie paysanne, pour la liberté individuelle et pour la sauvegarde de la planète!

Sources :

http://theconversation.com/lessons-to-be-learnt-from-burkina-fasos-decision-to-drop-gm-cotton-53906

http://www.gouvernement.gov.bf

http://www.nigrizia.it/notizia/cotone-ogm-made-in-burkina

http://www.greenreport.it/news/burkina-abbandona-cotone-ogm-monsanto-raccolto-record-video/

http://lostraniero.net/la-monsanto-in-burkina-faso/

http://www.lifegate.it/persone/news/burkina-faso-contro-cotone-ogm-monsanto

https://www.infogm.org/5901-burkina-faso-fin-culture-coton-ogm-en-2018?lang=fr

http://www.lastampa.it/2017/03/03/scienza/ambiente/focus/il-burkina-boccia-monsanto-ogm-cotone-di-scarsa-qualit-bgmSMQbu35MfmWwtwZRrbJ/pagina.html

Saboter l'entreprise Delley, saboter l'agrobusiness et ses OGM

(publié le 22 mai 2017) Il y a quelques semaines, nous avons saboté des machines agricoles de Delley Semences et Plantes SA (DSP) en versant du sable fin dans les réservoirs d'essence et mélangé différentes variétés de leurs semences préparées pour la multiplication dans leur hangar. Parce que Delley est l'un des principaux partenaires de Agroscope (centre de compétence de la Confédération pour la recherche agricole) qui porte l'introduction des OGM en suisse avec son Protected Site à Zurich, et parce que Delley est un important développeur de semences hybrides, que les paysan.ne.s ne peuvent pas reproduire eux/elles-mêmes.

Pourquoi s'en prendre à Delley

Delley entretient une collaboration étroite et routinière avec Agroscope, qui collabore par ailleurs avec des entreprises impliquées dans les pesticides et les OGM. Delley participe également à des programmes internationaux de sélection variétale sur les hybrides, pour pousser encore les rendements dans une logique productiviste. Par exemple, pour le développement des maïs hybrides, DSP et l'entreprise espagnole Semillas Fitó ont créé DEFI genetics SA, qui est aussi basée à Delley. DSP est un établissement multiplicateur de semences en Suisse, qui a un rôle de planification et d'organisation de la production des semences, de formation des contrôleur.euse.s et du personnel technique, et qui est co-détenteur des brevets et des certificats d'obtention (COV) sur les variétés sélectionnées par Agroscope. En sabotant le travail et les outils de Delley, nous dénonçons leur collaboration avec Agroscope et leur participation à un modèle agricole qui manipule et marchandise le vivant, et qui arrache leur autonomie aux paysan·ne·s et aux autres plus petit.e.s sélectionneur.euse.s.

Marchandisation du vivant et mainmise de quelques grands cartels

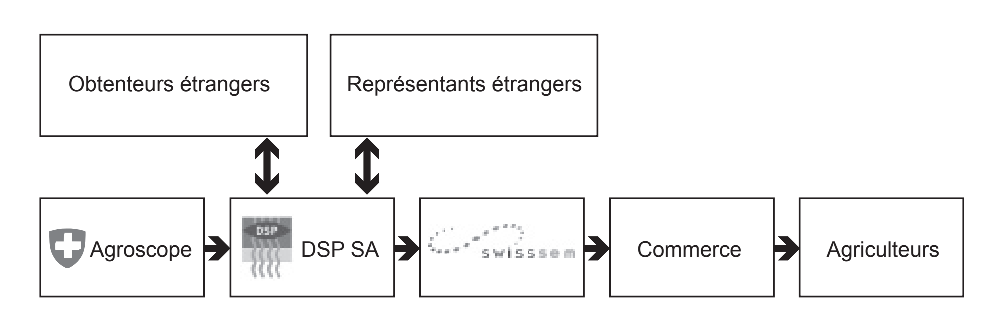
L'industrie a besoin d'une uniformité des marchandises. L'industrialisation de l'agriculture a transformé le travail de sélection en une recherche d'homogénéité et de stabilité des variétés, où le rôle des semencier.e.s est de créer des plantes identiques, qui sont inscrites aux catalogues des variétés autorisées à la circulation dans un pays. Inventer des organismes génétiquement modifiés (OGM) - «améliorer les plantes», dans leur jargon -, c'est poursuivre ce même but : créer des clones (ainsi que les pesticides qui vont avec), les autoriser (c'est-à-dire interdire la culture de toutes les autres variétés), les breveter (c'est-à-dire en faire la propriété de quelqu'un.e), les vendre, et empêcher les paysan.ne.s de pouvoir s'en passer. C'est une logique de marchandisation du vivant, où les brevets et les COV sont le monopole de cartels de grosses entreprises semencières (semences, pesticides et médicaments), et où l'autonomie paysanne est minée.





La recherche publique prépare le terrain

Sur le plan de l'expérimentation, les OGM cohabitent déjà avec d'autres formes de cultures, dans les laboratoires mais aussi dans le site ultra-sécurisé (Protected Site) mis en place par Agroscope. Ces recherches visent officiellement à l'acceptation et à la commercialisation des OGM en suisse. Delley Semences et Plantes SA est une entreprise privée qui profite déjà, et profitera encore plus, des avancées de la recherche publique menée sur les biotechnologies - à l'heure actuelle, plus de la moitié de ses revenus provient des brevets qu'elle (co-)détient. Agroscope utilise des techniques dont les principes sont très proches des OGM, mais sur d'autres moments d'intervention et de modification (impossible de savoir sur la plante ainsi produite de quelle manière elle a été modifiée). Cela leur permet de donner d'autres appellations (pas encore légiférées) aux variétés développées qui sont, elles, légalement autorisées à la circulation et à la culture. De plus, le salaire des «experts» scientifiques en génie génétique, à qui la population est priée de faire confiance, dépend d'une collaboration étroite avec des entreprises qui font du profit sur la commercialisation de ces variétés modifiées…



Vers une agriculture biologique et autonome sans compromis !

Nous dénonçons la vision d'une agriculture biologique qui pourrait cohabiter avec des monocultures industrielles d'OGM, car nous voulons un changement radical maintenant ! Ces entreprises et ces institutions travaillent à maintenir la structure de la société industrielle en place. Nous savons que d'autres formes d'agriculture ont la capacité de s'étendre à large échelle et de permettre aux paysan·ne·s de gagner en autonomie, ainsi que d'assurer une nourriture saine dans un environnement vivable. Mais cela n'est possible que si les options industrielles et les destructions qui les accompagnent cessent ! Qu'on arrête de les financer, de collaborer avec les entreprises qui mettent en pratique la manipulation et la domination du vivant, des êtres humains et de leur nourriture pour leur propre profit. Qu'on les empêche d'écraser la diversité biologique et la liberté !

Sabotage contre Agroscope

Message tardif - Fin Mai 2017, Tessin
Une nuit, nous avons pénétré dans les vignes expérimentales d'Agroscope à Gude et nous avons coupé presque toutes les plantes, détruisant plusieurs années de recherche. Cette action de sabotage a été réalisée parce que l'institution suisse Agroscope fait l'éloge des OGM (organismes génétiquement modifiés) et en fait la promotion. Agroscope est propriétaire du Protected Site de Reckenholz (ZH), où elle cultive des pommes de terre, du blé, des pommes, etc. génétiquement modifiées.
Mais il y a aussi des bureaux et des champs où les plantes génétiquement modifiées ne peuvent pas être cultivées mais qui peuvent tout de même être attaquées...
Attaquons Agroscope et ceux qui profitent de la destruction de la planète!

Pour la terre,
les Chouettes de la nuit



More actions!

Monsanto recule face au blocage d'un chantier

A Cordoba en Argentine, Monsanto a abandonné le projet de construction d'une des plus grosses usines de production de semences OGM du monde, après trois ans de blocage du site (voir Rhizome n°2) par les habitant·e·s du quartier et des campagnes proches confronté·e·s aux cancers causés par l'herbicide Roundup. L'annonce a été faite le 1er août 2016 par l'Assemblée de Blocage de Malvinas, rompant le silence de Monsanto sur sa défaite. Pendant ce temps, le parlement envisage la criminalisation des paysan·ne·s qui ressèment une partie de leur récolte, une « loi Monsanto » qui se heurte aussi à la résistance populaire.

À Trèbes en France, la construction de l'usine de Monsanto victime d'un incendie en 2015 (voir Rhizome n°1) a bien été menée jusqu'au bout, mais son inauguration publique prévue en janvier 2017 a été annulée...

Site internet de Monsanto hacké

En avril 2016, le site de Monsanto en Argentine a été hacké par l'ONG Naturaleza de Derechos, qui a remplacé les pages par de vraies informations sur ce que fait la multinationale.

Destruction d'un champ de colza muté

Le 14 avril 2017 à Villy-le-Moutier en Bourgogne (France), une centaine de Faucheurs volontaires ont détruit un champ de colza Clearfield, une variété rendue tolérante aux herbicides par mutagenèse par BASF. Le champ était loué par l'agriculteur à l'entreprise KWS (5ème semencier mondial) en tant que « plate-forme » de démonstration, une forme de propagande que les faucheur·euse·s dénoncent dans un contexte de passage en force des OGM cachés avec leurs brevets et leurs pesticides. Il·le·s exigent un moratoire sur les VrTH (variétés rendues tolérantes aux herbicides).

Monsanto attaqué au cocktail Molotov

Le 18 avril 2017, quatre cocktails Molotov ont déclenché un incendie au siège de Monsanto à Olmenata près de Cremona (Italie). Un tag « Bayer Monsanto matrimonio criminale - No Ogm » a été trouvé sur un mur. Des équipements de recherche et une chambre froide contenant des semences expérimentales ont été atteints par les flammes. Les dégâts s'élèvent à plusieurs centaines de milliers d'euros. Ça réchauffe le cœur !



Sabotage en hommage à Rémi Fraisse

Le 16 mai 2017, des tuyaux d'irrigation agricole et une motopompe déployés discrètement pendant la sécheresse ont été sabotés ou détruits dans les Côtes d'Armor (France), en hommage à Rémi Fraisse mais aussi aux autres victimes de la police : Alexandros, Zyed, Bouna, Angelo, Curtis …

Perturbation d'une conférence pour les arbres OGM

Le 7 juin 2017, les manifestant·e·s ont empêché les scientifiques qui participaient à la « International Union of Forest Research Organizations (IUFRO) 2017 Tree Biotechnology Conference » de faire leur excursion sur le terrain. Malheureusement, les flics ont pu empêcher les manifestant·e·s de pénétrer sur le site de la conférence. La conférence d'ouverture « la foresterie chilienne et l'adoption de nouvelles technologies » s'inscrit dans le cadre du modèle chilien de vastes monocultures de pins et d'eucalyptus qui ravagent les territoires, notamment mapuche, et font évidemment face à des infestations d'insectes.

Blocage du port de Sète, contre les agrocarburants

Le 10 juillet, les Faucheurs volontaires ont bloqué le port de Sète (France), l'unité de fabrication de diester (agrocarburant dilué ensuite dans le diesel) de la Saipol (entreprise qui importe du colza du Brésil et d'Argentine), de même que les bâtiments de stockage des tourteaux de la firme Qualimat S-E. Une action qui visait à dénoncer le développement de la filière agrocarburants qui utilise plus de la moitié de la production française d'huile de colza (dont une bonne part est issue d'OGM cachés) et une logique d'accaparement qui accélère la dévastation des terres et des écosystèmes.
La nuit précédente, une parcelle de multiplication de tournesols mutés a été détruite par soixante Faucheurs volontaires dans l'Hérault (France).

Libération de biches à l'institut agricole de Fribourg (CH)

Le 6 août 2017, une centaine de biches ont été libérées par le « Front de libération des biches » qui a découpé les grillages d'un élevage de l'institut agricole de l'État de Fribourg. Cet institut est impliqué dans l'exploitation animale au niveaux de la recherche et de la commercialisation, et collabore par ailleurs avec Agroscope.

Destruction de tournesols tolérants aux herbicides

La nuit du 10 août 2017 à Belarga dans l'Hérault (France), des Faucheurs volontaires ont détruit une parcelle de tournesols mutés dits VrTH, vraisemblablement destinés à la multiplication des semences. 150000 hectares de ces tournesols sont déjà cultivés en France, d'où le choix de s'attaquer aux champs de multiplication qui ont une haute valeur économique.
Dans la nuit du 16 août à Gardouch en Ariège (France), des Faucheurs volontaires ont neutralisé cinq parcelles de tournesols VrTH, inclues dans des essais menés par une coalition d'institutions publiques et privées impliquées dans l'agriculture industrielle et chimique.

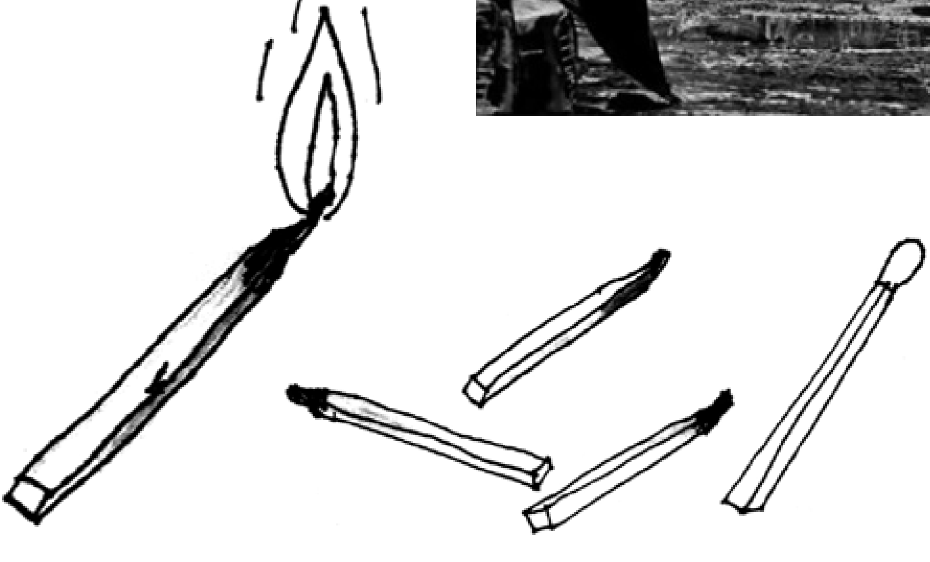
47 camions incendiés en soutien à des militant·e·s

Dix-huit camions d'exploitation forestière ont brûlé à Wallmapu pendant la nuit du 19 août 2017 qui précédait le procès de dix militant·e·s indigènes mapuche à Temuco (Chili). L'attaque a été revendiquée en solidarité par le groupe Weichan Auka Mapu. Pendant la première semaine du procès, 29 autres camions ont brûlé. Solidarité avec la lutte contre l'occupation et l'exploitation coloniale des territoires mapuche !

Énième sabotage des voitures des technologistes

Fin août, les employés des entreprises actives au sein de la « pépinière technologique » de Châlons-en-Champagne (France) ont retrouvé leurs véhicules endommagés (vitres brisées, carrosseries enfoncées), une fois de plus. Depuis quatre ans, ils ont beau déposer plainte et changer de parking vers des lieux plus visibles, ces sabotages continuent...





Nouvelle page d'archives sur le blog de Rhizome

À l'adresse https://rhizom.noblogs.org/archive/ on peut trouver divers documents édités en Suisse par des groupes autonomes contre le génie génétique. Cette archive est bien sûr partielle et ne demande qu'à être complétée.

À lire : «SHITSTORM»

« Shitstorm » est un journal anarchiste de Berlin, contre Google, la gentrification et la domination technologique, pour une vie autogérée et la révolte solidaire.
Le premier numéro est paru en avril 2017. Le journal diffuse des informations sur le nouveau campus pour start-ups que Google veut inaugurer fin 2017 sur un ancien site de transformateur électrique à Berlin-Kreuzberg, à la frontière avec Neukölln. Plusieurs textes parlent de Google et de ses responsables, d'autres se concentrent sur les start-ups et la dénommée « Smart City ». Dans ce contexte, le journal se positionne en contribuant à une critique du progrès en général.

Qui prévoit un séjour à Berlin peut visiter la bibliothèque anarchiste Kalabal!k, où a lieu un café anti-google, le « face2face », un dimanche sur deux. En résumé, un journal très recommandable, accessible pas seulement à des anarchistes initié·es, et une contribution bienvenue à la lutte contre une domination de plus en plus technologique. « Shitstorm » est par ailleurs disponible (en allemand seulement) à la bibliothèque anarchiste Fermento à Zurich.

Voyage vers l'abîme. Réflexions éparses sur le technomonde.

Ce petit livre, paru en avril 2017 aux éditions Hourriya – cahiers anarchistes internationalistes, propose une analyse radicale du projet en cours de transformation technologique du monde, et suggère des pistes d'opposition sans craindre d'aborder des questions difficiles sur l'action révolutionnaire. Les livres de Hourriya sont généralement traduits en plusieurs langues, on peut donc espérer pour bientôt des traductions de celui-ci qui n'existe pour l'instant qu'en français.
Contact: Hourriya.noblogs.org
hourriya_fr@riseup.net





Attaque contre Agroscope à Berne

Nous avons décidé de lutter contre les technologies nuisibles et leur monde. Dans le cadre de la Journée internationale des luttes paysannes nous avons saboté les portes de deux bâtiments d'Agroscope et laissé un message coloré sur le site dans la nuit du 17 au 18 avril.
Agroscope est le centre de compétence fédéral dans le domaine de la recherche agricole et il est rattaché au Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche. L'un des nombreux sites d'Agroscope se trouve à Berne Liebefeld. Le « protected site » à Zurich Affoltern sur le site de Reckenholz appartient également à Agroscope. Cette installation de recherche sert à des essais de plantes génétiquement modifiées en plein champ. En Suisse, avec le moratoire qui vient d'être prolongé, le génie génétique est interdit pour l'industrie mais la recherche continue et Agroscope joue ici un rôle important.

La contradiction du moratoire

Le moratoire qui a été prolongé jusqu'en 2021 sert avant tout à une chose : gagner du temps. Car le génie génétique suscite de la résistance, qui peut être endiguée par un moratoire. Le fait que la recherche, incluant des essais en plein champ, continue à être autorisée et que la politique bourgeoise discute de l'utilisation future des organismes génétiquement modifiés (OGM) montre clairement que le moratoire ne représente nullement un refus général du génie génétique.

Pourquoi le génie génétique existe

La recherche publique « neutre » est autorisée, parce qu'on veut faire du profit avec les procédés du génie génétique. Avec les brevets sur les plantes, les animaux, les produits médicaux ou d'autres produits industriels, un petit nombre de personnes peut faire beaucoup de profit. Seul-e-s les « détenteurs-ices » de ces brevets ont le droit de faire pousser ou de reproduire une plante de tomate par exemple. Les paysan-ne-s sont alors dépendant-e-s des détenteurs-ices de ces brevets. Ainsi essaie-t-on d'empêcher les paysan-ne-s de prendre leur propres décisions et d'obtenir leur propres semences. Les paysan-ne-s se retrouvent coincé-e-s entre les contraintes du marché, le contrôle étatique et la croyance en l'expertise scientifique.
À part le sabotage des deux bâtiments d'Agroscope, un autre message énervé a été laissé sur un mur le long de l'Aar. Nous sommes en colère et restons opposé-e-s au génie génétique, aux multinationales et à tout ce qui détruit le monde.
Abattons les barrières des champs du contrôle, semons les graines de l'autonomie!

Quelques anarchistes

Contact...

Rhizome paraît irrégulièrement en allemand, en italien et en français. Des exemplaires peuvent être commandés à rizom@immerda.ch.
Tirage français: 500 ex. / **Tirage it. :** 500 ex.
Tirage all. : 500 ex.
Contact: rizom@immerda.ch
Page d'accueil: rhizom.noblogs.org
Si vous voulez faire paraître un article dans Rhizome, envoyez-nous un e-mail et il y a de bonnes chances que nous vous répondions.